

Dossier

La Tchéquie et la Slovaquie, deux nouveaux États membres

par Ferdinand Kinsky

Vice-président du Centre international de Formation européenne.

Les deux Républiques tchèque et slovaques, séparées le 1^{er} janvier 1993, se trouvent maintenant ensemble dans l'Union européenne. Doit-on y voir une sorte de réunification ?

En fait, au moment de leur séparation, les sondages indiquaient qu'une majorité des populations tchèques et slovaques auraient bien préféré continuer à vivre ensemble dans une Tchécoslovaquie fédérale, encore que le fédéralisme à deux communautés ethniques est toujours difficile à gérer, comme le montrent le Canada et la Belgique.

Mais la séparation de la Tchécoslovaquie a été décidée par deux hommes politiques devenus respectivement premiers ministres des deux États membres de la République fédérale tchèque et slovaque : Vaclav Klaus et Vladimir Meciar. Les deux proclamaient des idéologies totalement opposées. Klaus tenait des discours d'un ultra-libéralisme pur et dur, proposant « une économie de marché sans adjectif », en écartant ainsi le terme « social » qui avait caractérisé le modèle rhénan¹, tandis que l'ancien communiste Meciar proposait un étatisme socialiste et autoritaire. Les deux partageaient en tout cas une allergie évidente à l'Europe.

Le 25 novembre 1992, le Parlement fédéral de la Tchécoslovaquie décida la séparation des deux États et depuis le premier janvier 1993 les deux Républiques tchèque et slovaque coexistent – en tant qu'États

1. Terme employé notamment par Michel Albert dans son livre « Capitalisme contre capitalisme », présentant ainsi le modèle allemand.

souverains. Vaclav Havel qui avait démissionné le 20 juillet 1992, de la présidence de la Tchécoslovaquie, protestant ainsi contre la séparation des deux États, acceptera quand même, six mois plus tard, d'être élu président de la nouvelle République tchèque.

Malgré leur euroscepticisme et souverainisme fréquemment répétés, Klaus et Meciar acceptèrent non seulement l'adhésion de leur pays au Conseil de l'Europe, mais également l'accord européen d'association avec l'Union européenne. Avant la séparation des deux États, la Tchécoslovaquie avait déjà effectué ces deux premiers pas.

Tout en restant opposés à tout transfert de souveraineté et critiquant par conséquent très fortement le traité de Maastricht, Klaus et Meciar demandèrent quand même officiellement l'adhésion de leurs pays à l'Union européenne. Mais en 1997, seule la République tchèque était admise aux négociations d'adhésion, car elle paraissait remplir les critères de Maastricht – démocratie pluraliste et respect des droits de l'homme, transformation en économie sociale de marché, capacité d'accepter l'« acquis communautaire » et notamment d'introduire dans sa législation nationale la législation de l'Europe communautaire, alors que la Slovaquie n'était admise aux négociations que deux ans plus tard, après le remplacement de Vladimir Meciar par Mikulas Dzurinda. L'Union européenne avait reproché à Meciar de ne pas respecter les règles de la démocratie, en soumettant les médias par des méthodes quasi-communistes et en opprimant la minorité de langue hongroise. Le gouvernement Dzurinda a non seulement fait les réformes de démocratisation nécessaires mais également conclu un accord sur la protection des minorités ethniques avec la Hongrie, et même offert au représentant de la minorité hongroise un poste de ministre.

Pour bien comprendre le rôle probable de la Tchéquie et de la Slovaquie en tant que nouveaux États membres dans l'Union européenne, une brève analyse de l'histoire des deux pays ainsi que de leur situation politique et économique, culturelle et sociétale s'impose.

L'histoire et sa perception

Au IX^e siècle, Tchèques et Slovaques se sont trouvés ensemble en tant que Slaves occidentaux dans l'empire de la Grande Moravie. Celle-ci avait été christianisée par Cyrille et Méthode ainsi que par des prêtres bavarois dans la partie ex-orientale du pays, conquise par les Bavarois, alors que les Magyars occupaient le Sud.

Au X^e siècle, cependant, le Royaume de Bohême qui englobe aussi la Moravie, est gouverné par les Premyslides, tandis que les Slovaques sont intégrés à la Hongrie.

Les Premyslides acceptent de faire partie du Saint-Empire romain germanique, dont les empereurs n'arriveront jamais à centraliser le pouvoir autant que les rois de France. Le « Saint-Empire de nationalité allemande » restera une confédération composée des princes, évêques et villes largement autonomes. Son histoire est caractérisée par un conflit permanent entre les empereurs qui tentent d'imposer leur pouvoir et certains princes – notamment des rois de Bohême –, ainsi que par des relations souvent conflictuelles entre les papes et les empereurs.

En 1278, Rodolphe de Habsbourg gagne une bataille décisive contre le roi Ottokar de Bohême. Au début du XIV^e siècle (1308-1313), Henri VII de Luxembourg s'empare du Royaume de Bohême par le mariage de son fils Jean avec Elisabeth, la dernière Premyslides. L'Empereur Charles IV (1346-1378), issu de la famille de Luxembourg, choisit Prague comme résidence. L'architecture et la culture en général de cette ville en profiteront beaucoup. En 1348 la première université du Saint-Empire sera fondée à Prague.

La Hongrie et avec elle la Slovaquie font alors partie de l'Empire, notamment pendant le règne de l'Empereur Sigismund (1410-1437) qui s'est fait couronner roi de Hongrie en 1382.

En 1415, Jan Hus, un théologien tchèque qui veut établir l'obligation de la communion en deux espèces est condamné par le Concile de Constance et brûlé. Cela déclenche les guerres des Hussites qui dure d'abord jusqu'en 1436 et qui continuent à plusieurs reprises, notamment pendant la guerre de Trente ans (1618-1648). Elles se termineront par la paix de Westphalie qui établit la fondation d'une Europe composée d'États souverains.

La paix ne durera jamais longtemps et les guerres successives se poursuivront jusqu'en 1945 et le début de la construction européenne, commencée en 1948 par la fondation du Conseil de l'Europe et en 1950 par la Déclaration de Robert Schuman, tandis que le rideau de fer s'abattra sur l'Est du continent. C'est alors que le partage des souverainetés nationales et leur transfert partiel aux institutions communautaires commencèrent et réussirent à établir la période de paix la plus longue dans l'histoire de notre continent.

Ce qui compte aujourd'hui pour les Tchèques et Slovaques, c'est beaucoup moins la réalité historique que la perception de l'histoire. Pour les Tchèques, l'apothéose de l'histoire est la création de la

Tchécoslovaquie en 1918. Tout ce qui s'est passé auparavant est subordonné et interprété par rapport à cet événement. Ainsi les Tchèques ont tendance à faire de Jan Hus l'inspirateur de l'État-nation tchèque, un peu comme les Français ont tendance à attribuer à Jeanne d'Arc le même rôle pour leur pays. Dans les deux cas, il s'agissait pourtant de personnalités de conviction religieuse et non point de penseurs politiques.

La bataille de la Montagne blanche de 1620, gagnée par les catholiques fidèles à l'Empereur Ferdinand II, soutenus par l'Espagne et la Ligue dirigée par Maximilien I^{er} de Bavière, bataille gagnée contre les protestants du Saint-Empire alliés aux hussites tchèques, est considérée par les Tchèques encore aujourd'hui comme une catastrophe nationale. À partir de ce moment-là, le Royaume de Bohême fut intégré dans l'Empire des Habsbourg. Réussissant une industrialisation efficace, la Bohême et la Moravie devinrent alors les régions les plus riches de l'Empire austro-hongrois qui succédait au Saint Empire germanique. L'aristocratie tchèque et la bourgeoisie ascendante firent carrière dans la monarchie de Vienne, tout en essayant d'obtenir une certaine autonomie culturelle et politique. Cela échoua très largement, car l'Empire de Vienne se centralisa sous le règne de Joseph II (1780-1790). Depuis sa mère, Marie-Thérèse (1740-1780), les empereurs ne vinrent plus se faire couronner à Prague comme rois de Bohême. Les Tchèques eurent de plus en plus le sentiment d'être une communauté ethnique de second rang. C'est pour cela qu'ils interprètent encore aujourd'hui l'Empire allemand et celui d'Autriche-Hongrie comme des régimes coloniaux dont ils furent libérés en 1918.

Les Slovaques, de leur côté, se sentirent opprimés par les Hongrois, pendant la longue période de l'Empire de Vienne. En 1918, leurs intellectuels et la grande majorité du peuple saluèrent leur rattachement à la Bohême et à la Moravie dans la première République tchécoslovaque. Toutefois, ils déchantèrent vite. Thomas G. Masaryk, le premier président tchécoslovaque, avait promis, en 1918, de construire cette nouvelle république pluriethnique selon le modèle fédéraliste de la Suisse. Or, en réalité, les Tchèques qui ne représentaient même pas 50 % de la population, instaurèrent une république jacobine et centraliste, concentrant le pouvoir à Prague. Très vite, non seulement la minorité des Allemands des Sudètes, mais aussi un nombre croissant de Slovaques ne s'identifièrent plus avec ce nouvel État.

Nous connaissons la suite : Hitler exploita cette situation. Il obtint de la France et de la Grande-Bretagne le rattachement de la partie germanophone de la Tchécoslovaquie à l'Allemagne, par l'accord de

Munich en 1938. Pas même un an plus tard, il occupait le reste de la Tchécoslovaquie, donnait une « souveraineté » aux Slovaques, forcés de devenir un allié, et il forma de la Tchéquie et de la Moravie un « protectorat » contrôlé par l'administration nazie.

Cette humiliation inspira aux Tchèques, notamment leur président Edvard Benes, une revanche sanglante par une purification ethnique contre les Allemands des Sudètes, tous expulsés de leur pays.

Pour la majorité des Tchèques, les décrets Benes paraissent encore aujourd'hui être une juste punition, car beaucoup des Allemands des Sudètes ont effectivement salué leur rattachement à l'Allemagne de Hitler comme une libération².

Il y a donc chez les Tchèques une certaine allergie historiquement compréhensible à la domination germanique. Même si une très grande majorité a voté pour l'adhésion à l'Union européenne, on y craint toujours que celle-ci soit ne dominée par Berlin et on réagit mal contre toute critique en provenance de Vienne.

Cela existe beaucoup moins chez les Slovaques réintégrés en Tchécoslovaquie en 1945, même si les personnes marginalisées et victimes de la transformation en économie de marché optent pour le nationalisme, comme la dernière élection présidentielle l'a montré.

La politique

En Tchéquie comme en Slovaquie, les partis pro-européens ont une majorité précaire au parlement. En République tchèque, les sociaux-démocrates (30,2 %) gouvernent actuellement avec les chrétiens-démocrates et les libéraux qui avaient fait une coalition électorale et obtenu 14,3 %. Le « Parti démocratique des bourgeois » (ODS) de Vaclav Klaus, parti qui affiche un euroscepticisme à l'exemple des conservateurs britanniques, avait obtenu 24,5 % aux dernières élections de juin 2002. Il est le premier parti de l'opposition avec les communistes qui avaient obtenu 18,5 %. La coalition gouvernementale n'a qu'une majorité extrêmement précaire d'une seule voix. Nul ne sait pas si cela durera jusqu'en juin 2006, le Parlement étant élu pour quatre ans.

À partir de 2006 ou même avant, en cas d'élections anticipées, le parlement tchèque risque d'avoir une majorité eurosceptique qui s'alignera sur la position de Klaus, grand ami de Margaret Thatcher.

2. Cf. Ferdinand Kinsky, « L'Europe sans les Tchèques : La question des Sudètes », *L'Europe en formation*, n° 1-2002.

En Slovaquie, les dernières élections présidentielles ont bien montré la faiblesse du gouvernement actuel. Les prochaines élections législatives auront lieu en septembre 2006, mais là aussi des élections anticipées sont possibles, en cas d'éclatement de la coalition gouvernementale actuelle.

Il est donc possible que les deux pays soient gouvernés prochainement par des partis politiques non seulement opposés à tout transfert complémentaire de souveraineté aux institutions communautaires, mais même opposés au système actuel de l'Union européenne.

La présence d'une minorité importante de Roms – ou Tziganes - dans les deux pays constitue également un problème politico-culturel. Ils sont environ 300 000 en République tchèque et probablement davantage (300 000 à 500 000) en Slovaquie. À cause de leur niveau d'éducation relativement faible et leur pourcentage élevé de chômeurs, les Roms sont considérés comme un « danger » par une partie de la population. Pour sa part, l'Union européenne a exigé le respect de cette minorité et le principe de non-discrimination.

La situation économique

La situation économique n'est pas la même dans les deux pays. Alors que la Bohême et la Moravie – nous l'avons dit – étaient les régions les plus riches de l'Autriche-Hongrie, alors que la Tchécoslovaquie avait pendant les années 20 un niveau économique comparable à celui de la France, la Slovaquie était plutôt une région agricole beaucoup moins développée. Après la fin du communisme, les Tchèques reprochèrent au gouvernement fédéral de dépenser l'argent de leurs impôts dans une Slovaquie sous-développée. Inversement, les Slovaques reprochaient au gouvernement fédéral de Prague de ne pas investir assez chez eux.

Avec la fin du communisme, les deux pays ont connu une croissance importante, pourtant interrompue par des récessions profondes. En Slovaquie, l'industrie lourde a presque disparu. En 1991, elle représentait encore 61 % du PNB, dont elle n'atteint même plus un quart aujourd'hui. Inversement, le secteur des services a connu une croissance énorme, jusqu'à 59 %, en 1999, en retombant à 32 % en 2003. Globalement, la Slovaquie a connu une croissance régulière importante de son économie et l'inflation a beaucoup diminué. Le chômage a également été réduit mais il reste encore important dans certaines régions.

En République tchèque, la croissance a été interrompue en 1998-99 par une récession importante. L'inflation qui était encore de 6 % en 2001

a bien diminué. Un problème important actuellement est le déficit budgétaire tchèque, bien plus important que celui de la Slovaquie.

Dans les deux pays, le commerce extérieur et les investissements de l'Europe occidentale, notamment de l'Allemagne, sont très importants, et l'Union européenne est de loin le partenaire commercial numéro un.

La culture

Les Tchèques avant tout, mais les Slovaques également, sont conscients de la qualité culturelle de leur pays. Notamment Prague, mais également d'autres villes tchèques, et Bratislava en témoignent. On trouve également dans ces pays un très haut niveau artistique de musique et de peinture. En ce qui concerne la conscience, la culture et la foi religieuse, il y a par contre une grande différence entre les deux pays. Déjà à la fin du XIX^e et pendant tout le XX^e siècle, les intellectuels tchèques, la bourgeoisie et même une grande partie de la population paysanne s'étaient rattachés à l'anticléricisme, considérant que l'Église catholique était l'alliée de la monarchie des Habsbourg. Cela a même donné naissance à l'Église hussite au XIX^e siècle. Celle-ci était considérée comme l'expression de l'identité nationale tchèque.

Au contraire, beaucoup de Slovaques lient leur identité nationale au catholicisme. Ils ressemblent en cela aux Polonais, même si ces derniers ont su mieux résister au totalitarisme communiste. Le régime était très stalinien en Tchécoslovaquie et la persécution des prêtres et évêques ainsi que des fidèles catholiques y était beaucoup plus importante qu'en Pologne. Les anciens apparatchiks communistes et leurs descendants en Slovaquie ne pratiquent pas leur foi catholique. Néanmoins, une grande partie de la population slovaque le fait et cela les distingue des Tchèques.

Ajoutons enfin que les deux langues, le tchèque et le slovaque, sont assez proches sans être identiques. L'on se comprend mutuellement, sans écrire ou parler exactement la même langue.

Vers une réunification ?

L'adhésion commune à l'Union européenne rapprochera sans doute à nouveau les deux États, mais ceci peut-être pas toujours en faveur de l'Europe. Commençons tout d'abord par les aspects positifs :

- tôt ou tard, mais peut-être pas au même moment, les deux pays entreront dans la zone euro et ils auront à nouveau la même monnaie ;
- de même pour l'entrée dans la zone Schengen ;
- ces pays retrouveront la libre circulation des personnes. Beaucoup de Slovaques iront travailler en République tchèque où les salaires sont plus élevés et des entreprises tchèques seront tentées d'investir en Slovaquie ;
- les deux États étant désormais membres de l'Union européenne, cela ne va certainement pas amener les deux nations à rétablir la Tchécoslovaquie. Toutefois, ils auront des intérêts communs à défendre.

L'élargissement peut naturellement également avoir des conséquences négatives :

- la séparation de la Tchécoslovaquie a fait des deux États des « petites nations ». Par conséquent, leurs citoyens manifestent souvent la tendance d'un complexe d'infériorité face aux grands, notamment face à l'Allemagne ou au couple franco-allemand ;
- le mécontentement d'une partie de la population pourrait amener les eurosceptiques et nationalistes au pouvoir, dans les deux pays. Ils s'aligneront alors avec des politiciens d'autres États membres qui souhaitent freiner ou même détruire la construction européenne.

Devant ce danger, la conclusion la plus saine ne peut être que la promotion du modèle fédéraliste, en faisant comprendre aux Tchèques comme aux Slovaques qu'une constitution fédérale les protégera contre l'hégémonie des grands car elle donnera les mêmes droits à tous les États membres.

Ferdinand Kinsky.